

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA SA

Société de droit espagnol au capital de 3 267 264 424 €

Siège social : 4, plaza San Nicolas – Bilbao (ESPAGNE)

I. – Bilans consolidés au 31 décembre 2020, 2019 et 2018

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	2020	2019 (*)	2018 (*)
Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue	9	65 520	44 303	58 196
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	10	108 257	101 736	89 103
Dérivés		40 182	32 232	29 522
Instruments de capitaux propres		11 458	8 892	5 254
Titres de créance		23 970	26 309	25 577
Prêts et avances aux banques centrales		53	535	2 163
Prêts et avances aux établissements de crédit		20 499	21 286	14 566
Prêts et avances aux clients		12 095	12 482	12 021
Actifs financiers non commerciaux obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	11	5 198	5 557	5 135
Instruments de capitaux propres		4 133	4 327	3 095
Titres de créance		356	110	237
Prêts et avances aux clients		709	1 120	1 803
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	12	1 117	1 214	1 313
Titres de créance		1 117	1 214	1 313
Autres actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	13	69 440	61 183	56 337
Instruments de capitaux propres		1 100	2 420	2 595
Titres de créance		68 307	58 730	53 709
Prêts et avances aux établissements de crédit		33	33	33
Actifs financiers au coût amorti	14	367 668	439 162	419 660
Titres de créance		35 737	38 877	32 530
Prêts et avances aux banques centrales		6 209	4 275	3 941
Prêts et avances aux établissements de crédit		14 575	13 650	9 162
Prêts et avances aux clients		311 147	382 360	374 027
Dérivés - comptabilité de couverture	15	1 991	1 729	2 892
Variations de la juste valeur des éléments couverts dans un portefeuille couvrant le risque de taux d'intérêt	15	51	28	-21
Investissements dans des coentreprises et des entreprises associées	16	1 436	1 488	1 578
Coentreprises		149	154	173
Entreprises associées		1 287	1 334	1 405
Actifs couverts par des contrats d'assurance ou de réassurance	23	306	341	366
Actifs corporels	17	7 823	10 068	7 229
Immobilisations corporelles		7 601	9 816	7 066
À usage propre		7 311	9 553	6 756
Cédées en location-exploitation		290	263	310
Immeubles de placement		222	252	163
Actifs incorporels	18	2 345	6 966	8 314
Fonds de commerce		910	4 955	6 180
Autres actifs incorporels		1 435	2 011	2 134
Actifs d'impôts	19	16 526	17 083	18 100
Actifs d'impôts courants		1 199	1 765	2 784
Actifs d'impôts différés		15 327	15 318	15 316
Autres actifs	20	2 512	3 800	5 472
Contrats d'assurance liés aux pensions				
Stocks		572	580	635
Reste des autres actifs		1 940	3 220	4 837
Actifs non courants et groupes de cession classés comme détenus en vue de la vente	21	85 986	3 079	2 001
Total actif	3,6	736 176	697 737	675 675

(*) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

Les Notes et les Annexes ci-jointes font partie intégrante du bilan consolidé au 31 décembre 2020.

Passif et capitaux propres	Notes	2020	2019 (*)	2018 (*)
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	10	86 487	88 680	79 760
Dérivés		41 680	34 066	30 801
Positions courtes sur titres		12 312	12 249	11 025
Avoirs des banques centrales		6 277	7 635	10 511
Avoirs des établissements de crédit		16 558	24 969	15 687
Avoirs de la clientèle		9 660	9 761	11 736
Titres de créance émis				
Autres passifs financiers				
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	12	10 050	10 010	6 993
Avoirs des banques centrales				
Avoirs des établissements de crédit				
Avoirs de la clientèle		902	944	976
Titres de créance émis		4 531	4 656	2 858
Autres passifs financiers		4 617	4 410	3 159
Pro-memoria : passifs subordonnés				
Passifs financiers au coût amorti	22	490 606	516 641	509 185
Avoirs des banques centrales		45 177	25 950	27 281
Avoirs des établissements de crédit		27 629	28 751	31 978
Avoirs de la clientèle		342 661	384 219	375 970
Titres de créance émis		61 780	63 963	61 112
Autres passifs financiers		13 359	13 758	12 844
Pro-memoria : passifs subordonnés		16 488	18 018	18 047
Dérivés - comptabilité de couverture	15	2 318	2 233	2 680
Variations de la juste valeur des éléments couverts d'un portefeuille couvert contre le risque de taux d'intérêt	15			
Passifs couverts par des contrats d'assurance ou de réassurance	23	9 951	10 606	9 834
Provisions	24	6 141	6 538	6 772
Pensions et autres obligations à prestations définies postérieures à l'emploi		4 272	4 631	4 787
Autres avantages sociaux à long terme		49	61	62
Questions de procédure et litiges fiscaux en cours		612	677	686
Engagements et garanties accordés		728	711	636
Dispositions restantes		480	458	601
Passifs d'impôts	19	2 355	2 808	3 276
Passifs d'impôts courants		545	880	1 230
Passifs d'impôts différés		1 810	1 928	2 046
Autres passifs	20	2 802	3 742	4 301
Passifs inclus dans des groupes de cession ayant été classés comme détenus en vue de la vente	21	75 446	1 554	
Total passif		686 156	642 812	622 801
Fonds propres		58 904	58 950	57 333
Capital	26	3 267	3 267	3 267
Capital versé		3 267	3 267	3 267
Capital non versé requis		-	-	-
Prime d'émission	27	23 992	23 992	23 992
Instruments de capitaux propres émis autres que le capital		-	-	-
Autres éléments de capitaux propres		42	56	50
Bénéfices cumulés	28	30 508	29 388	26 063
Réserves de réévaluation	28	-	-	3
Autres réserves	28	-164	-119	-37
Réserves (pertes) cumulées des participations dans des coentreprises et des entreprises associées		-164	-119	-37
Autres		-	-	-
Moins : actions propres	29	-46	-62	-296
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		1 305	3 512	5 400
Moins : dividendes intérimaires		-	-1 084	-1 109
Autres éléments du résultat global	30	-14 356	-10 226	-10 223
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat		-2 815	-1 875	-1 284
Gains (pertes) actuariels sur plans de retraite à prestations définies		-1 473	-1 498	-1 245
Actifs non courants et groupes de cession classés comme détenus en vue de la vente		-65	3	-
Part des autres produits et charges comptabilisés comme des participations dans des coentreprises et des entreprises associées		-	-	-
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		-1 256	-404	-155
Inefficacité des couvertures de juste valeur sur les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		-	-	-

Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (élément couvert)		-	-	-
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (instruments de couverture)		-	-	-
Variations de la juste valeur des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat attribuables aux variations du risque de crédit		-21	24	116
Éléments pouvant être reclassés en résultats		-11 541	-8 351	-8 939
Couvertures des investissements nets dans les opérations à l'étranger (part effective)		-62	-897	-218
Conversion des monnaies		-14 185	-9 147	-9 630
Dérivés de couverture. Couverture des flux de trésorerie (part effective)		10	-44	-6
Variations de la juste valeur des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		2 069	1 760	943
Instruments de couverture (éléments non désignés)		-	-	-
Actifs non courants et groupes de cession classés comme détenus en vue de la vente		644	-18	1
Part des autres produits et charges comptabilisés comme des participations dans des coentreprises et des entreprises associées		-17	-5	-29
Les intérêts minoritaires (intérêts non contrôlants)	31	5 472	6 201	5 764
Autre résultat global cumulé		-6 949	-5 572	-5 290
Autres éléments		12 421	11 773	11 054
Total capitaux propres		50 020	54 925	52 874
Total capitaux propres et passifs		736 176	697 737	675 675

Pro-memoria - Expositions hors bilan	Notes	2020	2019 (*)	2018 (*)
Engagements de prêts accordés	33	132 584	130 923	118 959
Garanties financières accordées	33	10 665	10 984	16 454
Autres engagements contractés	33	36 190	39 209	35 098

(*) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

Les Notes et les Annexes ci-jointes font partie intégrante du bilan consolidé au 31 décembre 2020.

II. – Comptes de résultat consolidés pour les exercices annuels clos le 31 décembre 2020, 2019 et 2018

(En millions d'euros.)

Compte de résultat consolidé	Notes	2020	2019 (*)	2018 (*)
Intérêts et autres revenus similaires	37,1	22 389	27 761	26 954
Frais d'intérêt	37,2	-7 797	-11 972	-11 669
Marge d'intérêt		14 592	15 789	15 285
Revenus de dividendes	38	137	153	145
Résultats des entités évaluées selon la méthode de mise en équivalence	39	-39	-42	-7
Revenus de commissions	40	5 980	6 785	6 462
Dépenses de commissions	40	-1 857	-2 284	-2 059
Gains (pertes) sur la décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, nets	41	139	186	191
Gains (pertes) sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, nets	41	777	419	640
Gains (pertes) sur les actifs financiers non commerciaux obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, net	41	208	143	96
Gains (pertes) sur les actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, net	41	56	-98	139
Gains (pertes) sur la comptabilité de couverture, nets	41	7	55	69
Différences de change, nettes	41	359	581	13
Autres produits d'exploitation	42	492	639	929
Autres dépenses d'exploitation	42	-1 662	-1 943	-2 022
Revenus des actifs couverts par des contrats d'assurance ou de réassurance	43	2 497	2 890	2 949
Dépenses pour les passifs couverts par des contrats d'assurance ou de réassurance	43	-1 520	-1 751	-1 894
Marge brute		20 166	21 522	20 936

Frais de gestion		-7 799	-8 769	-9 020
Charges de personnel	44,1	-4 695	-5 351	-5 205
Autres charges de gestion	44,2	-3 104	-3 418	-3 815
Amortissement	45	-1 289	-1 385	-1 033
Provisions ou reprises de provisions	46	-746	-614	-395
Dépréciation ou reprise de la dépréciation des actifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et pertes de valeur nettes	47	-5 179	-3 552	-3 681
Actifs financiers évalués au coût amorti		-5 160	-3 470	-3 680
Autres actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat		-19	-82	-1
Résultat des activités d'exploitation		5 153	7 202	6 807
Dépréciation ou reprise de la dépréciation des investissements dans des coentreprises ou des entreprises associées	48	-190	-46	
Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs non financiers	49	-153	-128	-137
Actifs corporels		-125	-94	-4
Actifs incorporels		-19	-12	-83
Autres		-9	-22	-50
Profit (ou perte) sur la décomptabilisation d'actifs non financiers et de placements, nets		-7	-5	80
Écart d'acquisition négatif comptabilisé en résultat				
Les profits (ou pertes) sur les actifs non courants et les groupes de cession classés comme détenus en vue de la vente ne sont pas éligibles aux activités abandonnées	50	445	23	815
Gains (pertes) avant impôts des activités poursuivies		5 248	7 046	7 565
Charge d'impôt sur le revenu ou produit des activités poursuivies	19	-1 459	-1 943	-2 042
Gains (pertes) après impôts des activités poursuivies		3 789	5 103	5 523
Profit (ou perte) après impôts des activités abandonnées	21	-1 729	-758	704
Résultat de l'exercice		2 060	4 345	6 227
Attribuable aux intérêts minoritaires (intérêts non contrôlant)	31	755	833	827
Attribuable aux propriétaires de la société mère		1 305	3 512	5 400

(*) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

(En euros.)	Notes	2020	2019 (*)	2018 (*)
Bénéfice par action	5	0,14	0,47	0,75
Résultat de base par action des activités poursuivies		0,40	0,58	0,64
Résultat dilué par action des activités poursuivies		0,40	0,58	0,64
Résultat de base par action des activités abandonnées		-0,26	-0,11	0,11
Résultat dilué par action des activités abandonnées		-0,26	-0,11	0,11

(*) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

Les Notes et les Annexes ci-jointes font partie intégrante du compte de résultat consolidé au 31 décembre 2020.

III. – États consolidés des produits et charges comptabilisés pour les exercices annuels clos le 31 décembre 2020, 2019 et 2018

(En millions d'euros.)

États des recettes et des dépenses consolidées	2020	2019 (*)	2018 (*)
Résultat de l'exercice	2 060	4 345	6 227
Autres éléments du résultat global	-5 375	-285	-2 605
Éléments ne pouvant pas être reclassés en résultat	-822	-584	-141
Gains (pertes) actuariels sur plans de retraite à prestations définies	-87	-364	-79
Actifs non courants et groupes à céder détenus en vue de la vente	17	2	
Part des autres produits et charges comptabilisés comme des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	-	-	-
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, net	-796	-229	-172
Gains (pertes) sur la comptabilité de couverture pour les instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, net	-	-	-
Variations de la juste valeur des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat attribuables aux variations du risque de crédit	4	-133	166

Impôt sur les éléments qui ne seront pas reclassés	40	140	-56
Éléments pouvant être reclassés en résultats	-4 553	299	-2 464
Couvertures des investissements nets dans les opérations à l'étranger (part effective)	378	-687	-244
Gains (pertes) de valeur enregistrés dans les capitaux propres	378	-687	-244
Transféré aux résultats			
Autres reclassements			
Conversion des monnaies	-4 873	-104	-2 186
Gains (pertes) de change comptabilisés dans les capitaux propres	-4 873	-123	-2 191
Transféré aux résultats		1	5
Autres reclassements		18	-
Couverture des flux de trésorerie (part effective)	230	-203	-10
Gains (pertes) de valeur enregistrés dans les capitaux propres	230	-193	-69
Transféré aux résultats		-10	59
Transféré à la valeur comptable initiale des éléments couverts			
Autres reclassements			
Instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	460	1 131	-860
Gains (pertes) de valeur enregistrés dans les capitaux propres	514	1 280	-725
Transféré aux résultats	-54	-149	-135
Autres reclassements			
Actifs non courants et groupes à céder détenus en vue de la vente	-492	461	581
Gains (pertes) de valeur enregistrés dans les capitaux propres	-472	472	561
Transféré aux résultats	-20	-	20
Autres reclassements		-11	-
Part des autres produits et charges comptabilisés comme des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	-13	33	11
Impôt sur les éléments pouvant être reclassés en résultats	-243	-332	244
Résultat global de l'année	-3 315	4 060	3 622
Attribuable aux intérêts minoritaires (intérêts non contrôlants)	-606	551	-443
Attribuable aux propriétaires de la société mère	-2 709	3 509	4 065

(*) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

Les Notes et les Annexes ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des produits et charges comptabilisés pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2020.

IV. – Comptes annuels consolidés pour les exercices annuels clos le 31 décembre 2020, 2019 et 2018

(En millions d'euros.)

Exercice financier 2020	Capital (Nota 26)	Prime d'émission (Note 27)	Instruments de capitaux propres émis autres que le capital	Autres éléments de capitaux propres	Bénéfices non distribués (Note 28)	Réserves de réévaluation (Note 28)	Autres réserves (Note 28)
Soldes au 1 ^{er} janvier 2020 (*)	3 267	23 992	-	56	26 402	-	-125
Effets des changements de principes comptables (Note 1.3)	-	-	-	-	2 986	-	6
Solde initial ajusté	3 267	23 992	-	56	29 388	-	-119
Résultat global de l'année	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations des capitaux propres	-	-	-	-14	1 120	-	-45
Émission d'actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions privilégiées	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercice ou échéance des autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de la dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunération des associés)	-	-	-	-	-1 066	-	-
Achat d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou annulation d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement des instruments financiers de l'actif au passif	-	-	-	-	-	-	-

Reclassement des instruments financiers du passif vers les capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transferts entre composantes des capitaux propres (voir note 2.2.19)	-	-	-	-	2 585	-	-41
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-22	-	-	-
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-	8	-399	-	-4
Soldes au 31 décembre 2020	3 267	23 992	-	42	30 508	-	-164

(*) Soldes au 31 décembre 2019 tels que publiés dans les états financiers consolidés de 2019.

Exercice financier 2020	(-) Actions propres (Note 29)	Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	(-) Dividendes intermédiaires (Note 4)	Cumul des autres éléments du résultat global (Note 30)	Intérêts minoritaires		Total
					Cumul des autres éléments du résultat global (Note 31)	Autres éléments (Note 31)	
Soldes au 1 ^{er} janvier 2020 (*)	-62	3 512	-1 084	-7 234	-3527	9 728	54 925
Effets des changements de principes comptables (Note 1.3)	-	-	-	-2 992	-2 045	2 045	-
Solde initial ajusté	-62	3 512	1 084	-10 226	-5 572	11 773	54 925
Résultat global de l'année	-	1 305	-	-4 014	-1 361	755	-3 315
Autres variations des capitaux propres	16	-3 512	1 084	-116	-16	-107	-1 590
Émission d'actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions privilégiées	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercice ou échéance des autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de la dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunération des associés)	-	-	-	-	-	-124	-1 190
Achat d'actions propres	-807	-	-	-	-	-	-807
Vente ou annulation d'actions propres	823	-	-	-	-	-	823
Reclassement des instruments financiers de l'actif au passif	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement des instruments financiers du passif vers les capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transferts entre composantes des capitaux propres (voir note 2.2.19)	-	-3 512	1 084	-116	-16	16	-
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-22
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-	-	-	16	-394
Soldes au 31 décembre 2020	-46	1 305	-	-14 356	-6 949	12 421	50 020

(*) Soldes au 31 décembre 2019 tels que publiés dans les états financiers consolidés de 2019.

Les notes et les annexes ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des variations des capitaux propres de l'exercice annuel clos le 31 décembre 2020.

Exercice financier 2019 (*)	Capital (Note 26)	Prime d'émission (Note 27)	Instruments de capitaux propres émis autres que le capital	Autres éléments de capitaux propres	Bénéfices non distribués (Note 28)	Réserves de réévaluation (Note 28)	Autres réserves (Note 28)
Soldes au 1 ^{er} janvier 2019 (**)	3 267	23 992	-	50	23 017	3	-56
Effets des changements de principes comptables (Note 1.3)	-	-	-	-	3 046	-	19
Solde initial ajusté	3 267	23 992	-	50	26 063	3	-37
Résultat global de l'année	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations des capitaux propres	-	-	-	6	3 325	-3	-82
Émission d'actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions privilégiées	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercice ou échéance des autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de la dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunération des associés)	-	-	-	-	-1 063	-	-
Achat d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou annulation d'actions propres	-	-	-	-	13	-	-
Reclassement des instruments financiers de l'actif au passif	-	-	-	-	-	-	-

Reclassement des instruments financiers du passif vers les capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transferts entre composantes des capitaux propres (voir note 2.2.19)	-	-	-	-	4 364	-	-70
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-4	-	-	-
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-	10	-11	-	-12
Soldes au 31 décembre 2019	3 267	23 992	-	56	29 388	-	-119

(*) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

(**) Soldes au 31 décembre 2018 tels que publiés dans les états financiers consolidés de 2018.

Exercice financier 2019 (*)	(-) Actions propres (Note 29)	Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	(-) Dividendes intermédiaires (Note 4)	Cumul des autres éléments du résultat global (Note 30)	Intérêts minoritaires		Total
					Cumul des autres éléments du résultat global (Note 31)	Autres éléments (Note 31)	
Soldes au 1 ^{er} janvier 2019 (**)	-296	5 324	-975	-7 216	-3 236	9 000	52 874
Effets des changements de principes comptables (Note 1.3)	-	76	-134	-3 007	-2 054	2 054	-
Solde initial ajusté	-296	5 400	-1 109	-10 223	-5 290	11 054	52 874
Résultat global de l'année	-	3 512	-	-3	-282	833	-40,60
Autres variations des capitaux propres	234	-5 400	25	-	-	-114	-2 009
Émission d'actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions privilégiées	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercice ou échéance des autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de la dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunération des associés)	-	-	-1 084	-	-	-142	-2 289
Achat d'actions propres	-1 088	-	-	-	-	-	-1 088
Vente ou annulation d'actions propres	1 322	-	-	-	-	-	1 335
Reclassement des instruments financiers de l'actif au passif	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement des instruments financiers du passif vers les capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transferts entre composantes des capitaux propres (voir note 2.2.19)	-	-5 400	1 109	-	-	-	-
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-4
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-	-	-	28	37
Soldes au 31 décembre 2019	-62	3 512	-1 084	-10 226	-5 572	11 773	54 925

(*) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

(**) Soldes au 31 décembre 2018 tels que publiés dans les états financiers consolidés de 2018.

Les notes et les annexes ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des variations des capitaux propres de l'exercice annuel clos le 31 décembre 2020.

Exercice financier 2018 (*)	Capital (Nota 26)	Prime d'émission (Note 27)	Instruments de capitaux propres émis autres que le capital	Autres éléments de capitaux propres	Bénéfices non distribués (Note 28)	Réserves de réévaluation (Note 28)	Autres réserves (Note 28)
Soldes au 1 ^{er} janvier 2018 (**)	3 267	23 992	-	54	25 474	12	-44
Effets des changements de méthodes comptables	-	-	-	-	348	-	31
Solde initial ajusté	3 267	23 992	-	54	25 822	12	-13
Résultat global de l'année	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations des capitaux propres	-	-	-	-4	241	-9	-24
Émission d'actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions privilégiées	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercice ou échéance des autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de la dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunération des associés)	-	-	-	-	-996	-	-

Achat d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou annulation d'actions propres	-	-	-	-	-24	-	-
Reclassement des instruments financiers de l'actif au passif	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement des instruments financiers du passif vers les capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transferts entre composantes des capitaux propres	-	-	-	-	1 278	-9	-23
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-19	-	-	-
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-	15	-17	-	-1
Soldes au 31 décembre 2017	3 267	23 992	-	50	26 063	3	-37

(*) Présentées uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

(**) Soldes au 31 décembre 2017 tels que publiés dans les états financiers consolidés de 2017.

Exercice financier 2018 (*)	(-) Actions propres (Note 29)	Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	(-) Acompte sur dividende (Note 4)	Cumul des autres éléments du résultat global (Note 30)	Intérêts minoritaires		Total
					Cumul des autres éléments du résultat global (Note 31)	Autres éléments (Note 31)	
Soldes au 1er janvier 2018 (**)	-96	3 519	-1 043	-8 792	-3 378	10 358	53 323
Effets des changements de méthodes comptables	-	-5	-129	-1 192	-1 181	1 209	-919
Solde initial ajusté	-96	3 514	-1 172	-9 984	-4 559	11 567	52 404
Résultat global de l'année	-	5 400	-	-1 335	-1 270	827	3 622
Autres variations des capitaux propres	200	-3 514	63	1 096	539	-1 340	-3 152
Émission d'actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions privilégiées	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercice ou échéance des autres instruments de capitaux propres émis	-	-	-	-	-	-	-
Conversion de la dette en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes (ou rémunération des associés)	-	-	-1 109	-	-	-378	-2 483
Achat d'actions propres	-1 684	-	-	-	-	-	-1 684
Vente ou annulation d'actions propres	1 484	-	-	-	-	-	1 460
Reclassement des instruments financiers de l'actif au passif	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement des instruments financiers du passif vers les capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Transferts entre composantes des capitaux propres	-	-3 514	1 172	1 096	539	-539	-
Augmentation ou (-) diminution des capitaux propres résultant de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-19
Autres augmentations ou (-) diminutions des capitaux propres	-	-	-	-	-	-423	-426
Soldes au 31 décembre 2017	296	5 400	-1 109	-10 223	-5 290	11 054	52 874

(*) Présentées uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

(**) Soldes au 31 décembre 2017 tels que publiés dans les états financiers consolidés de 2017.

Les notes et les annexes ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des variations des capitaux propres de l'exercice annuel clos le 31 décembre 2020.

V. – États consolidés des flux de trésorerie générés pour les exercices annuels clos le 31 décembre 2020, 2019 et 2018

(En millions d'euros.)

Flux de trésorerie consolidés	Notes	2020	2019 (*)	2018 (*)
A) Flux de trésorerie des activités d'exploitation (1+2+3+4+5)		39 349	-10 654	13 436
1. Résultat de l'exercice		2 060	4 345	6 227
2. Ajustements pour obtenir les flux de trésorerie des activités d'exploitation		11 653	9 582	7 619
Amortissement		1 288	1 386	1 034
Autres ajustements		10 365	8 196	6 585
3. Augmentation / diminution nette des actifs d'exploitation		-57 483	-39 247	-7 762
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		-10 463	-11 724	1 524

Actifs financiers non négociables obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-241	-318	-643
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	97	99	349
Autres actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-16 649	-3 755	-206
Actifs financiers au coût amorti	-30 212	-26 559	-7 880
Autres actifs d'exploitation	-15	3 010	-906
4. Augmentation / diminution nette des passifs d'exploitation	85 074	16 268	10 141
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	361	8 121	-611
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	647	2 680	1 338
Passifs financiers au coût amorti	84 853	8 016	10 481
Autres passifs d'exploitation	-787	-2 549	-1 067
5. Encaissements / paiements au titre de l'impôt sur les bénéfices	-1 955	-1 602	-2 789
B) Flux de trésorerie des activités d'investissement (1 + 2)	-37	97	7 516
1. Paiements	-1 185	-1 494	-2 154
Actifs corporels	-632	-852	-943
Actifs incorporels	-491	-528	-552
Investissements dans des coentreprises et des entreprises associées	-62	-114	-150
Autres unités d'affaires		-	-20
Actifs et passifs non courants classés comme détenus en vue de la vente		-	-489
Autres paiements liés aux activités d'investissement			
2. Encaissements	1 148	1 591	9 670
Actifs corporels	558	128	731
Actifs incorporels			
Investissements dans des coentreprises et des entreprises associées	307	98	558
Sociétés dépendantes et autres centres de profit		5	4 268
Actifs et passifs non courants classés comme détenus en vue de la vente	283	1 198	3 917
Autres encaissements liés aux activités d'investissement		162	196
C) Flux de trésorerie des activités de financement (1 + 2)	-2 069	-2 702	-5 092
1. Paiements	-5 316	-7 418	-995
Dividendes	-1 065	-2 147	-2 107
Passifs subordonnés	-2 820	-3 571	-4 825
Amortissement d'instruments de capitaux propres			
Acquisition d'instruments de capitaux propres	-807	-1 088	-1 686
Autres paiements liés aux activités de financement	-624	-612	-377
2. Encaissements	3 247	4 716	3 903
Passifs subordonnés	2 425	3 381	2 451
Émission d'instruments de capitaux propres			
Cession d'instruments de capitaux propres	822	1 335	1 452
Autres encaissements liés aux activités de financement			
D) Effet des variations des taux de change	-4 658	-634	-344
E) Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie (A + B + C + D)	32 585	-13 893	15 516
F) Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	44 303	58 196	42 680
G) Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice (sociétés en vente aux États-Unis incluses) (E + F)	76 888	44 303	58 196

(*) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

Composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	Notes	2020	2019 (*)	2018 (*)
Trésorerie	9	6 447	7 060	6 346
Soldes équivalents à la trésorerie auprès des banques centrales	9	53 079	31 755	43 880
Autres actifs financiers	9	5 994	5 488	7 970
Moins : découverts bancaires remboursables à vue				
Total trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		65 520	44 303	5, 196
Actifs non courants et groupes de cession classés comme détenus en vue de la vente	21	11 368		

(*) Présentés uniquement et exclusivement à titre de comparaison (Note 1.3).

Les notes et les annexes ci-jointes font partie intégrante de l'état consolidé des variations des capitaux propres de l'exercice annuel clos le 31 décembre 2020.

VI. – Rapport consolidé correspondant à l'exercice clos le 31 de décembre 2020

1. – Introduction, base de présentation des états financiers consolidés, contrôle financier interne et autres informations

1.1. – Introduction

Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A. (ci-après la « Banque » ou « BBVA ») est une société de droit privé, régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements bancaires exerçant en Espagne. Pour le développement de ses activités, elle dispose de succursales et d'agences réparties sur l'ensemble du territoire national, ainsi qu'à l'étranger.

Les statuts et autres informations publiques sur la Banque peuvent être consultés au siège social (Plaza San Nicolás, 4, Bilbao) et sur le site Internet officiel www.bbva.com.

Outre les opérations qu'elle effectue elle-même, la Banque est à la tête d'un groupe de sociétés dépendantes, coentreprises et entreprises associées qui exercent différentes activités et constituent avec elle, le Groupe BBVA (ci-après le « Groupe » ou « Groupe BBVA »). En conséquence, la Banque est tenue d'établir, en plus de ses propres comptes annuels individuels, les états financiers consolidés du Groupe.

Au 31 décembre 2020 le groupe BBVA était constitué de 269 sociétés dont les comptes étaient consolidés par intégration globale et de 48 entreprises comptabilisées par mise en équivalence (voir notes 3 et 16 et les annexes I à V ci-jointes).

Les états financiers consolidés du Groupe BBVA relatifs aux exercices annuels clos les 31 décembre 2019 et 2010 ont été approuvés par les Assemblées générales des actionnaires de la Banque qui se sont tenues respectivement le 16 mars 2012 et le 15 mars 2019.

Les états financiers consolidés du Groupe, ceux de la Banque et ceux de la quasi-totalité des sociétés intégrées dans le Groupe, relatifs à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2020, sont soumis à l'approbation des Assemblées générales d'actionnaires concernées. Néanmoins, le conseil d'administration de la Banque estime que ces comptes annuels seront approuvés sans modification.

1.2. – Règles de présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe BBVA sont présentés conformément aux dispositions des normes internationales d'information financière adoptées par l'Union européenne (ci-après les « IFRS-UE ») en vigueur au 31 décembre 2020, ainsi que conformément à la circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, à ses modifications successives, aux autres dispositions du cadre normatif applicables au Groupe en Espagne en matière d'information financière et des exigences de formats et de balises établies dans le règlement délégué UE 2019/815 de la Commission européenne.

Les états financiers consolidés du Groupe BBVA relatifs à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2020 ont été élaborés par les administrateurs de la Banque (lors de la réunion du Conseil d'administration en date du 8 février 2021), en appliquant les principes de consolidation, les politiques comptables et les conventions d'évaluation décrits en Note 2, de telle sorte qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine consolidé et de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats d'activités consolidés et des flux de trésorerie consolidés durant l'exercice annuel clos à cette date.

Ces états financiers consolidés ont été établis à partir des registres comptables tenus par la Banque et par chacune des autres sociétés intégrées dans le Groupe. Ils prennent en compte les retraitements et reclassements nécessaires à l'harmonisation des principes comptables et des critères d'évaluation appliqués par le Groupe (voir Note 2.2).

Tous les principes comptables et critères d'évaluation dont les effets seraient significatifs sur les états financiers consolidés ont été appliqués.

Les montants indiqués sur les états financiers consolidés ci-joints sont exprimés en millions d'euros, sauf dans certains cas où une unité inférieure est nécessaire. L'absence d'unités inférieures explique donc l'absence du solde de certains postes. Pour présenter les montants en millions d'euros, les soldes comptables ont été arrondis. Par conséquent, il est possible que les montants indiqués sur certains tableaux ne soient pas la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

L'évolution en pourcentage des valeurs concernées a été déterminée en utilisant, dans les calculs, des soldes exprimés en milliers d'euros.

1.3. – Comparaison des informations

Les informations contenues dans les états financiers consolidés ci-joints pour 2019 et 2018, préparés conformément aux normes en vigueur durant ces années, sont présentées uniquement à des fins de comparaison avec les informations relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Accord pour la vente de la filiale de BBVA aux États-Unis

Comme mentionné dans la note 3, au cours de l'exercice de 2020, BBVA a conclu un accord pour vendre la totalité de sa participation dans BBVA USA Bancshares, Inc., la société mère des filiales du groupe engagées dans des activités bancaires aux États-Unis. Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les soldes des actifs et des passifs des sociétés détenues en vue de la vente ont été reclassés dans le bilan consolidé au 31 décembre 2020 sous leurs rubriques comptables respectives aux postes « Actifs non courants et groupes de cession classés comme détenus en vue de la vente » et « Passifs inclus dans les groupes de cession classés comme détenus en vue de la vente ». De même, conformément à la norme IFRS 5, les résultats générés par ces sociétés en 2020 sont présentés sous la rubrique « Profit (ou perte) après impôt des activités abandonnées » dans le compte de résultat consolidé pour 2020 et sous la rubrique « Actifs non courants et groupes à céder détenus en vue de la vente » dans l'état consolidé des produits et des charges comptabilisés pour 2020. En outre, afin de faciliter les comparaisons d'une année sur l'autre, les résultats de 2019 et de 2018 ont été reclassés dans la même rubrique des comptes de résultat consolidés et des états consolidés des produits et charges comptabilisés respectifs de ces deux exercices. Enfin, dans les tableaux de flux de trésorerie consolidés, les soldes relatifs à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie ont été reclassés dans la rubrique « Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie classés comme actifs non courants et groupes à céder détenus en vue de la vente » pour l'exercice 2020.

Les bilans consolidés condensés, les comptes de résultat consolidés condensés et les tableaux de flux de trésorerie consolidés condensés des sociétés américaines destinées à la vente pour les exercices 2020, 2019 et 2018 sont présentés dans la note 21.

Économies hyperinflationnistes

Conformément à la norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes » et aux interprétations publiées par l'IFRIC dans sa « synthèse IFRIC » de mars 2020 relatives à la comptabilisation des états financiers des économies hyperinflationnistes, au cours de l'exercice 2020, le Groupe a procédé à un changement de méthode comptable, en enregistrant les écarts de conversion générés lors de la conversion en euros des états financiers retraités des filiales présentes dans des économies hyperinflationnistes sous la catégorie « Autres éléments cumulés du résultat global – Éléments susceptibles d'être reclassés en résultat – Conversion de devises ».

Afin de permettre la comparaison des données, les informations des exercices 2019 et 2018 ont été retraitées, de sorte que 2 985 millions d'euros et 2 987 millions d'euros de la catégorie « Capitaux propres – Résultats non distribués » et 6 millions d'euros et 20 millions d'euros de la catégorie « Capitaux propres – Autres réserves » ont été respectivement reclassés dans « Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d'être reclassés en résultat – Conversion des devises étrangères » et « Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d'être reclassés en résultat – Quote-part des autres produits et charges comptabilisés dans les participations dans les coentreprises et les entreprises associées » au 31 décembre 2019 et 2018.

Les reclassements des 1^{er} janvier 2020 et 2019 sont inclus dans « Effets des changements de méthodes comptables » des états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement.

IFRS 9 – Comptabilisation des intérêts sur créances dépréciées

En conséquence de l'application d'une interprétation publiée par l'IFRIC dans sa synthèse de mars 2019 relative aux revenus des intérêts sur les créances dépréciées dans le cadre de l'IFRS 9, ces revenus sont considérés comme un traitement de crédit mineur en 2020 et non comme des revenus d'intérêts majeurs. Afin de permettre la comparaison des données, les informations du compte de résultat consolidé ont été retraitées de sorte que des charges de 78 et 80 millions d'euros ont été comptabilisées dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés » en 2019 et 2018, respectivement, avec un crédit dans la rubrique « Dépréciation ou reprise de dépréciation sur les actifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et gains ou pertes nets sur les changements de valeur ». Ce reclassement n'a aucune conséquence sur le résultat consolidé de 2019 et 2018, ni sur les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2019 et 2018.

Traitement des produits dérivés négociés

Les informations de l'exercice 2020 relatives aux transactions sur les produits dérivés ont fait l'objet de certaines modifications non significatives dans la présentation du bilan. Afin d'améliorer la comparabilité avec les chiffres de 2020, les bilans consolidés de 2019 et 2018 ont été retraités, réduisant le total de l'actif et le total du passif à, respectivement, 953 millions d'euros et de 1 013 millions d'euros en euros.

1.4. – Saisonnalité des produits et charges

En raison de leur nature, les activités et les opérations les plus significatives qui ont été effectuées par le Groupe BBVA correspondent fondamentalement aux activités typiques des établissements financiers. Elles ne sont donc pas touchées de manière significative par des facteurs de saisonnalité.

1.5. – Gestion et répercussions de la crise sanitaire liée à la COVID-19

L'apparition de la COVID-19 en Chine et sa propagation à un grand nombre de pays ont fait a été qualifiée de pandémie mondiale par l'Organisation mondiale de la santé depuis le 11 mars 2020. La pandémie a eu et continue d'avoir des conséquences négatives sur l'économie mondiale et sur les conditions commerciales et économiques des pays dans lesquels le Groupe opère, poussant nombre d'entre eux à la récession économique. Les gouvernements des pays dans lesquels le Groupe opère ont adopté des mesures différentes qui ont conditionné les performances de l'année (voir Note 7.2).

Face à cette situation pandémique, BBVA s'est concentré en priorité sur la continuité de la sécurité des opérations de l'entreprise et sur le suivi des répercussions sur les activités et les risques du Groupe (comme les répercussions sur les bénéfices, le capital ou les liquidités). En outre, BBVA a adopté, dès l'apparition de la pandémie, une série de mesures visant à soutenir ses principales parties prenantes. À cet égard, l'objectif et les priorités stratégiques à long terme du Groupe restent inchangés et sont même renforcés, avec un engagement affirmé en faveur des nouvelles technologies et de la prise de décision fondée sur des données.

Afin d'atténuer les conséquences de la crise sanitaire, divers organismes européens et internationaux ont pris des décisions visant à assouplir la mise en œuvre des cadres comptables et prudentiels. Lors de la préparation de ses états financiers consolidés, le Groupe BBVA a tenu compte de ces prises de position (voir Note 7.2.1).

Les principales conséquences de la crise sanitaire sur les états financiers consolidés du Groupe BBVA sont détaillées dans les Notes suivantes :

- La Note 1.6 contient des informations sur l'intégration de la pandémie de COVID-19 dans la procédure d'estimation.
- La Note 4 précise la modification acceptée par le Groupe, conformément à la recommandation émise par la Banque centrale européenne, de la politique de rémunération des actionnaires, ce qui signifie qu'aucun dividende ne sera versé pour 2020 tant que les incertitudes générées par la crise sanitaire persistent.
- La Note 7.1 fournit de plus amples informations sur les principaux risques associés à la pandémie, les répercussions sur les activités du Groupe et les résultats financiers consolidés au cours de 2020. Elle contient également des informations sur les répercussions de la COVID-19 sur les prévisions macroéconomiques et sur le calcul des pertes attendues.
- La Note 7.2 comprend des informations sur les initiatives menées par le Groupe pour aider les clients les plus touchés, en collaboration avec les gouvernements idoines. Elle contient également, entre autres renseignements, des informations sur le nombre de transactions et les montants correspondants aux moratoires, tant publics que privés, accordés par le Groupe dans le monde entier.
- La Note 7.5 rassemble des informations sur les conséquences sur le risque de liquidité et de financement.
- La Note 18.1 contient des informations relatives à la dépréciation du *goodwill* aux États-Unis appliquée au premier trimestre 2020 et principalement provoquée par les conséquences de la crise sanitaire sur l'actualisation du scénario macroéconomique et l'évolution attendue des taux d'intérêt.
- La Note 32 comprend des informations relatives aux conséquences sur les capitaux propres du Groupe.
- La Note 47 contient des informations sur les conséquences de l'actualisation du scénario macroéconomique provoquée par l'épidémie de COVID-19.

1.6. – Responsabilité liée aux informations et aux estimations réalisées

Les administrateurs de la Banque sont responsables des informations contenues dans les états financiers consolidés du Groupe.

Lors de l'élaboration des états financiers consolidés, il est parfois nécessaire de réaliser des estimations afin de déterminer le montant de certains actifs, passifs, produits, charges et engagements enregistrés. Ces estimations portent essentiellement sur les éléments suivants :

- Les corrections de valeur de certains actifs financiers (voir Notes 7, 12, 13, 14 et 16).
- Les hypothèses utilisées pour quantifier certaines provisions (voir Notes 23 et 24) et dans le calcul actuariel des engagements et des passifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi et autres obligations (voir Note 25).
- La durée de vie utile et les pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles (voir Notes 17, 18, 20 et 21).
- L'évaluation du *goodwill* et l'affectation du prix payé dans les regroupements d'entreprises (voir Note 18).
- La juste valeur de certains actifs et passifs financiers non cotés (voir Notes 7, 8, 10, 11, 12 et 13).
- La recouvrabilité des actifs d'impôts différés (voir Note 19).

Comme mentionné plus haut, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié la COVI D-19 comme pandémie mondiale (voir Note 1.5). Les incertitudes associées à la nature sans précédent de cette épidémie complexifient la production d'estimations fiables et la prise de décisions.

Ces estimations ont donc été réalisées au vu des meilleures informations disponibles au 31 décembre 2020 sur les faits analysés. Toutefois, il se peut que d'éventuels événements futurs obligent à revoir ces estimations (à la hausse ou à la baisse) lors de prochains exercices, dans le respect de la réglementation en vigueur et à titre prospectif, en tenant compte de l'incidence de ladite modification sur le compte de résultat consolidé correspondant.

En 2020, aucun changement significatif n'a été apporté aux hypothèses et estimations des 31 décembre 2019 et 2018, à l'exception de ceux indiqués dans les présents états financiers consolidés.

1.7. – Contrôle interne de l'information financière au sein du Groupe BBVA

Les informations financières du Groupe BBVA sont préparées dans le cadre d'un système de contrôle financier interne (SCIF) qui fournit une assurance raisonnable quant à la fiabilité et l'intégrité des informations financières consolidées et à l'enregistrement correct des transactions conformément à la réglementation applicable.

Le SCIF se conforme au cadre de contrôle établi en 2013 par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Le cadre COSO 2013 définit cinq composantes qui devraient sous-tendre l'efficacité et l'efficience des systèmes de contrôle interne :

- Établir un cadre de contrôle adapté au suivi des activités.
- Réaliser l'évaluation de tous les risques qui pourraient être encourus dans l'élaboration de l'information financière.
- Concevoir les activités de contrôle nécessaires pour atténuer les risques les plus critiques.
- Mettre en place les circuits d'information appropriés pour la détection et la communication des faiblesses et des insuffisances du système.
- Surveiller ces activités de contrôle pour assurer leur conformité et la validité de leur efficacité dans le temps.

Le SCIF est un modèle dynamique qui évolue continuellement dans le temps afin de refléter à chaque instant la réalité des activités et des processus opérationnels du Groupe, les risques auxquels les entités sont exposées et les contrôles qui permettent de les limiter. Il a également pour objectif d'effectuer en permanence des évaluations grâce à ses unités de contrôle interne mises en place dans les différentes entités du Groupe.

Les unités de contrôle financier interne susmentionnées sont intégrées au modèle de contrôle interne du groupe BBVA qui est défini et coordonné par le secteur Réglementation et contrôle interne et qui est structuré autour de deux piliers :

- Un système de contrôle organisé en trois lignes de défense qui a été mis à jour et renforcé en 2020 de la manière suivante :
 - La première ligne de défense (1LoD) est située dans les unités opérationnelles, commerciales et de soutien, qui sont chargées d'identifier les risques liés à leurs processus, ainsi que de mettre en œuvre et d'exécuter les contrôles nécessaires à leur atténuation. En 2019, afin de renforcer la gestion appropriée des risques dans les processus de chaque domaine, une fonction « Risk Control Assurer » a été créée.
 - La deuxième ligne de défense (2LoD) est composée d'unités spécialisées pour chaque type de risque (entre autres : financier, juridique, technologique, tiers, de conformité ou de processus) qui définissent les cadres d'atténuation et de contrôle pour leur domaine de responsabilité, dans l'ensemble de l'organisation, et remettent en question le modèle de contrôle (superviser la mise en œuvre correcte, la conception des contrôles et évaluer leur efficacité).
 - La troisième ligne de défense (3LoD) est le domaine de l'audit interne, qui effectue une évaluation indépendante de la conception et de l'efficacité du modèle.
- Une structure de comités internes au Groupe, appelée *Corporate Assurance*, qui permet de traiter plus rapidement la gestion des éventuelles faiblesses, tant au niveau consolidé que dans chacune des zones géographiques où le Groupe opère.

Les différentes unités de contrôle interne dans le domaine des finances suivent une méthodologie commune et standardisée établie au niveau de l'entreprise, comme le montre le schéma ci-dessous :

Modèle de contrôle interne du Groupe BBVA



En plus des unités de contrôle interne, le SCIF est évalué périodiquement par le service d'audit interne du Groupe et les contrôleurs externes ; il est également supervisé par le Comité d'audit et de contrôle du Conseil d'administration de la Banque.

Le Groupe BBVA respecte également les exigences imposées par la loi Sarbanes Oxley (SOX) concernant les états financiers consolidés de chaque année en raison de son statut d'entité cotée en bourse reconnu par la SEC (U.S. Securities and Exchange Commission), et bénéficie de la participation des cadres supérieurs du Groupe dans la conception, l'achèvement et la mise en œuvre d'un modèle de contrôle interne efficace qui garantit la qualité et l'exactitude de l'information financière.

La description du SCIF figure dans le rapport annuel sur le gouvernement d'entreprise relevant du rapport de gestion consolidé adjoint aux comptes annuels consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

2. – Critères de consolidation, principes et politiques comptables et méthodes d'évaluation appliqués et modifications récentes des IFRS

Le glossaire ("Glossaire") contient les définitions de certains termes financiers et économiques mentionnés dans la présente note 2 et dans les notes ultérieures des présents états financiers consolidés.

2.1. – Critères de consolidation

Aux fins de la consolidation, et conformément aux critères de l'UE-IFRS, le groupe BBVA comprend, outre la Banque, quatre types d'entreprises : filiales, coentreprises, entreprises associées et entités structurées, qui sont définies ci-dessous :

– Filiales

Les filiales sont les entités sur lesquelles le groupe exerce un contrôle (voir définition dans le glossaire). Les états financiers des filiales sont consolidés avec ceux de la Banque. La part des actionnaires minoritaires des filiales dans les capitaux propres consolidés du groupe est présentée sous la rubrique « Intérêts minoritaires – Intérêts sans contrôle » dans le bilan consolidé et leur part dans le résultat de l'exercice est présentée sous la rubrique « Résultat de l'exercice – Attribuable aux intérêts minoritaires (intérêts sans contrôle) » dans le compte de résultat consolidé (voir Note 31).

La Note 3 fournit des informations sur les principales filiales du Groupe au 31 décembre 2020 et l'Annexe I comprend une liste des sociétés du Groupe et de leurs principaux indicateurs.

– Coentreprises

Il s'agit d'entités sur lesquelles il existe des accords de contrôle conjoint avec des tiers autres que le groupe (voir les définitions des accords conjoints, du contrôle conjoint et des entreprises associées dans le glossaire).

Les investissements dans les coentreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence (voir Note 16). L'annexe II présente les principaux agrégats des entreprises associées au groupe au 31 décembre 2020.

– Entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable (voir la définition de l'influence notable dans le glossaire). L'influence notable est présumée exister lorsque 20 % ou plus des droits de vote de l'entreprise détenue sont détenus directement ou indirectement, sauf s'il peut être clairement démontré que cette influence n'existe pas.

VII. – Rapport d'audit sur les états financiers consolidés émis par un auditeur indépendant

Rapport du commissaire aux comptes

Avis

Nous avons contrôlé les états financiers consolidés de Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A. (ci-après la « Banque ») et des filiales qui, avec la Banque, composent le Groupe Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (ci-après le « Groupe »), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2020, le compte de résultat consolidé, l'état consolidé des produits et charges comptabilisés, l'état consolidé des variations totales des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie consolidé, ainsi que les notes et le rapport annuel consolidé pour l'exercice clos à cette date.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, en tous points importants, une image fidèle du patrimoine consolidé et de la situation financière consolidée du Groupe Banco Bilbao Vizcaya Argentaria au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats consolidés et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice annuel clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière adoptées par l'Union européenne (NIIF-UE), et autres dispositions du cadre normatif applicable en matière d'information financière en Espagne.

Base de l'avis

Nous avons effectué notre contrôle conformément à la réglementation relative à la vérification des comptes en vigueur en Espagne. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites ci-dessous dans la section relative aux responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés dans notre rapport.

Nous sommes indépendants du groupe conformément aux exigences éthiques, y compris les exigences d'indépendance, applicables à notre audit des états financiers consolidés en Espagne, comme l'exige la réglementation régissant l'audit des comptes. À cet égard, nous n'avons pas fourni de services autres que ceux liés à la vérification des comptes, et il n'y a pas eu de situations ou de circonstances qui, conformément aux dispositions des règlements susmentionnés, ont affecté l'indépendance nécessaire de telle sorte qu'elle a été compromise.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus constituent une base suffisante et appropriée pour fonder notre opinion.

Sujets clés en matière d'audit

Les sujets clés de l'audit sont ceux qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants au regard de l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces sujets ont été traités dans le contexte de notre audit de la globalité des états financiers et afin de former notre opinion sur ceux-ci ; nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Dépréciation des prêts et avances aux clients **Voir notes 7.2 et 14.1 des états financiers consolidés**

Problématique clé de l'audit

Le portefeuille de prêts et d'avances à la clientèle du Groupe présentait un solde net de 311 147 millions d'euros au 31 décembre 2020, et le montant des provisions pour dépréciation comptabilisées à cette date était de 12 105 millions d'euros.

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont classés en trois catégories (étape 1, 2 ou 3) aux fins de l'estimation de la dépréciation, selon l'augmentation significative du risque de crédit identifiée depuis sa comptabilisation initiale (étape 2), la dépréciation de l'actif financier (étape 3) ou l'absence de variation significative de celui-ci (étape 1). La détermination de cette classification par le Groupe est un processus pertinent puisque le calcul des couvertures du risque de crédit varie selon la catégorie dans laquelle l'actif financier est inclus.

Le processus de calcul de la dépréciation est basé sur un modèle de perte attendue, que le Groupe estime à la fois individuellement et collectivement. Ce calcul nécessite une capacité de jugement solide, car il s'agit d'une estimation subjective et complexe.

Les provisions individualisées tiennent compte des estimations de l'évolution future des affaires et de la valeur marchande des garanties existantes sur les opérations de crédit.

Dans le cas du calcul collectif, les estimations des pertes attendues sont effectuées au moyen de modèles internes qui intègrent de grandes bases de données, différents scénarios macroéconomiques, des paramètres d'estimation des provisions, des critères de segmentation et des processus automatisés, de conception et de mise en œuvre complexes, qui nécessitent la prise en compte d'informations présentes, passées et futures. Le Groupe recalibre et teste périodiquement ses modèles internes afin d'améliorer sa capacité de prévision sur la base de l'expérience historique réelle.

La crise sanitaire relative à la COVID-19 a eu des répercussions négatives sur les économies et les activités commerciales des pays au sein desquels le Groupe opère, provoquant une récession économique dans nombre d'entre eux. Afin d'atténuer les conséquences de cette crise, les gouvernements de ces pays ont activé des mesures d'aide aux secteurs et aux clients les plus affectés, telles que l'octroi de prêts garantis par les États, le report de paiements sans pénalité (moratoires) ou l'assouplissement des lignes de financement et de liquidité. Tous ces aspects ont influencé les paramètres pris en considération par le Groupe au 31 décembre 2020 quant à la quantification des pertes attendues sur les actifs financiers (variables macroéconomiques, revenus nets des clients, valeur des garanties nanties, probabilités de défaut, etc.), augmentant ainsi les incertitudes liées à leur estimation. Par conséquent, le Groupe a pris en compte dans son compte de résultat consolidé au 31 décembre 2020 les conséquences négatives de la crise sanitaire sur la valeur des actifs financiers en appliquant aux pertes attendues certains ajustements temporaires supplémentaires jugés nécessaires pour refléter les caractéristiques particulières des emprunteurs, des secteurs et des portefeuilles qui n'auraient pas pu être identifiés dans le cadre de la procédure générale.

La prise en compte de cette question comme élément clé de notre audit se fonde à la fois sur l'importance du portefeuille de prêts et d'avances à la clientèle pour le Groupe, et donc des provisions connexes, sur la pertinence de la procédure de classification de ces actifs financiers aux fins d'estimation de leur dépréciation et sur la subjectivité et la complexité du calcul des pertes attendues, compte tenu de la situation générée par la crise sanitaire.

Traitement de la problématique dans notre audit

Notre approche concernant l'estimation de la dépréciation du risque de crédit des prêts et des avances aux clients du Groupe s'est concentrée sur l'évaluation de la méthodologie appliquée pour le calcul des pertes attendues, notamment sur les méthodes et hypothèses employées pour estimer l'exposition en cas de défaut (EAD), la probabilité de défaut (PD) et la perte en cas de défaut (LGD), ainsi que pour déterminer les variables macroéconomiques futures et les critères quantitatifs et qualitatifs utilisés pour ajuster les provisions collectives. Nous avons également évalué l'exactitude mathématique des calculs des pertes attendues.

Les principales procédures effectuées comprenaient l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles liés aux processus d'estimation de la dépréciation et la réalisation de plusieurs contrôles détaillés sur l'estimation de la dépréciation, pour lesquels nous avons fait intervenir nos spécialistes en risque de crédit.

Nos procédures relatives à l'environnement de contrôle se sont concentrées sur l'évaluation des principaux contrôles dans les domaines clés suivants :

- Développement et approbation du cadre de gestion du risque de crédit des politiques comptables du Groupe et de la méthodologie utilisée pour estimer les pertes attendues.
 - Évaluation de la classification du portefeuille de prêts et d'avances aux clients selon leur risque de crédit, conformément aux critères définis par le Groupe, notamment quant à la justesse de l'identification et de la classification des opérations de refinancement et de restructuration.
- Détermination des méthodes et des hypothèses utilisées pour estimer l'EAD, la PD et la LGD, et pour déterminer les variables macroéconomiques futures en tenant compte des répercussions prévues de la COVID-19.
- Évaluation du fonctionnement des modèles internes d'estimation des provisions pour pertes attendues, tant individuelles que collectives, ainsi que de la gestion et de l'évaluation des garanties.
- Évaluation du bien-fondé de l'application d'ajustements supplémentaires aux pertes attendues identifiées dans la procédure générale et, le cas échéant, de la pertinence de leur estimation au 31 décembre 2020.
- Évaluation de la prise en compte des aspects observés par l'Unité de validation interne en ce qui concerne les tests de recalibrage et de contraste des modèles d'estimation des provisions collectives.
- Évaluation de l'exhaustivité, de l'exactitude et de l'actualité des données utilisées.

Nos tests détaillés sur l'estimation des pertes attendues ont notamment porté sur les points suivants :

- En ce qui concerne la dépréciation des transactions conséquentes, nous avons évalué la pertinence des modèles d'actualisation des flux de trésorerie utilisés par le Groupe et sélectionné un échantillon de risques significatifs de dépréciation de crédit pour lesquels nous avons évalué l'adéquation de la provision enregistrée en analysant la raisonnable des flux de trésorerie projetés, des taux d'actualisation appliqués et de la valeur des garanties associées, le cas échéant. Cet échantillon rassemblait des clients issus des secteurs économiques les plus touchés par la crise sanitaire et/ou ayant reçu une aide gouvernementale suite à la pandémie.
- Concernant les pertes de valeur estimées collectivement, nous avons examiné la méthodologie utilisée par le Groupe, en procédant à une évaluation de l'exhaustivité et de l'exactitude des soldes entrant dans la procédure, ainsi que du fonctionnement du moteur de calcul en réexécutant le processus de calcul sur un échantillon de contrats en appliquant la segmentation et les hypothèses utilisées par le Groupe.
- Dans le cadre de notre procédure d'audit, nous avons pris en considération les conséquences de la crise et des aides gouvernementales dans les critères de calcul des pertes attendues. Pour cela, nous avons demandé à nos spécialistes en évaluation d'entreprise d'examiner les variables macroéconomiques utilisées par le Groupe dans ses modèles internes d'estimation des pertes attendues. Par ailleurs, nous avons également évalué l'estimation des ajustements supplémentaires des pertes attendues identifiées dans la procédure générale enregistrée au 31 décembre 2020.

De même, nous avons analysé la pertinence des informations détaillées dans l'annexe du rapport consolidé ainsi que leur conformité aux critères établis par les dispositions en matière d'information financière applicables au Groupe.

Evaluation de la juste valeur des instruments financiers

Voir notes 8.1 et 10.1 des états financiers consolidés

Problématique clé de l'audit

Au 31 décembre 2020, le Groupe détenait des actifs et des passifs financiers à des fins de transaction s'élevant respectivement à 108 257 millions d'euros et 86 487 millions d'euros, dont 75 703 millions d'euros et 58 901 millions d'euros ont été évalués au moyen de techniques de valorisation, car leur prix n'étaient pas cotés sur un marché actif (classés, par conséquent, aux fins de la valorisation au niveau 2 ou 3).

Suite à la crise sanitaire, la volatilité des marchés financiers et des taux d'intérêt a augmenté, la valeur de certains actifs a chuté, certains actifs financiers ont subi une augmentation de leur liquidité et le risque de crédit des émetteurs de titres s'est aggravé limitant ainsi l'observabilité des données de marché nécessaires à l'évaluation des instruments financiers et augmentant alors la complexité de cette dernière.

La détermination de la juste valeur des instruments financiers pour lesquels il n'existe pas de prix coté sur un marché actif est issue d'un processus d'estimation complexe faisant appel à des techniques qui peuvent prendre en compte des données de marché non observables, directement ou indirectement, ou des modèles complexes requérant un degré élevé de subjectivité, qui a augmenté en raison de la situation générée par la crise sanitaire, de sorte que nous avons considéré l'estimation de la juste valeur à l'aide de ces méthodes d'évaluation comme un élément clé de notre audit.

Traitement de la problématique dans notre audit

Concernant l'évaluation des instruments financiers mesurés à la juste valeur, nos procédures d'audit se sont concentrées sur l'examen des modèles et des méthodologies utilisés par le Groupe pour estimer la juste valeur des instruments financiers complets (ceux classés au niveau 2 ou 3).

A cet effet, nous avons réalisé des contrôles approfondis sur les décisions et les estimations du Groupe, en impliquant nos propres spécialistes de l'évaluation des instruments financiers.

Nos procédures relatives à l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles de processus d'évaluation des instruments financiers se sont concentrées sur les sujets clés suivants :

- Identification et approbation du cadre de gestion des risques et des contrôles relatifs au fonctionnement des marchés financiers dans lesquels le Groupe opère.
- Évaluation de l'application des principes comptables du Groupe.
- Examen des principaux contrôles relatifs aux processus d'évaluation des instruments financiers.
- Analyse de l'exhaustivité, de l'exactitude et de l'actualisation des données exploitées et de la procédure de contrôle et de gestion des bases de données.

En ce qui concerne les contrôles approfondis :

- Nous avons évalué la pertinence des principaux modèles d'évaluation utilisés par le Groupe et des principales hypothèses appliquées, notamment sur les données qui ne sont pas directement observables sur les marchés, telles que les taux d'intérêt, le risque de crédit de l'émetteur, la volatilité et les corrélations entre ces différents éléments.
- Nous avons sélectionné un échantillon d'instruments financiers complets évalués à la juste valeur, pour lesquels nous avons déterminé la pertinence de la classification, des critères d'évaluation appliqués et la raisonnable de leur évaluation en les recoupant avec une évaluation effectuée indépendamment par nos spécialistes.
- Nous avons évalué les ajustements apportés par le Groupe aux critères et données affectés par les répercussions de la crise sanitaire.

Enfin, nous avons analysé la conformité de la préparation des informations détaillées dans l'annexe du rapport consolidé aux critères établis dans le cadre des dispositions en matière d'information financière applicables au Groupe.

Risques associés aux technologies de l'information

Problématique clé de l'audit

Le Groupe opère dans un environnement technologique complexe, combinant des opérations à partir de centres de données en Espagne et au Mexique, qui apportent un soutien à différents pays, avec des centres de traitement locaux, en Turquie, en Argentine et aux États-Unis. Cet environnement technologique doit répondre de manière fiable et efficace aux besoins de l'entreprise et garantir le bon traitement de l'information financière du Groupe.

Dans ce contexte, il est essentiel d'assurer une coordination et une homogénéisation appropriées de la gestion des risques technologiques susceptibles d'affecter les systèmes d'information, dans des domaines aussi pertinents que la sécurité des données et des programmes, le fonctionnement des systèmes et le développement et la maintenance des applications et des systèmes informatiques exploités pour l'élaboration des informations financières. C'est pourquoi nous avons considéré qu'il s'agissait d'une problématique clé de l'audit.

Traitement de la problématique dans notre audit

Avec l'aide de nos spécialistes en systèmes d'information, nous avons effectué des tests relatifs au contrôle interne des processus et des systèmes intervenant dans la production d'informations financières dans les domaines suivants :

- Compréhension des flux de données et identification des principaux contrôles garantissant le bon traitement des informations dans chacune des entités du Groupe considérées comme cruciales aux besoins de l'audit.
- Contrôles des principaux processus automatisés impliqués dans la production d'informations financières.
- Analyse des données pertinentes et des migrations de systèmes produites au cours de la période.
- Contrôles des tests des applications et des systèmes liés à l'accès et au traitement des informations et à la configuration de la sécurité de ces applications et systèmes.
- Contrôles sur les tests d'exploitation, de maintenance et de développement des applications et des systèmes.
- Regroupement et analyse des déficiences identifiées, et suivi des actions mises en œuvre par les entités pour améliorer la situation tant au niveau local qu'au niveau du Groupe.

Autres informations : Rapport de gestion consolidé

Les autres informations constituent exclusivement le rapport de gestion consolidé de l'exercice financier de 2020, dont l'élaboration relève de la responsabilité des administrateurs de la Banque, et ne fait pas partie intégrante des états financiers consolidés.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux informations contenues dans le rapport de gestion consolidé. Notre responsabilité quant aux informations contenues dans le rapport de gestion consolidé, conformément aux exigences de la réglementation relative au contrôle des comptes, couvre les missions suivantes :

- a) Vérifier que la déclaration d'informations non financières consolidées et de certaines informations comprises dans le rapport annuel sur la gouvernance d'entreprise, comme le prévoit la loi sur l'audit, ont été livrées conformément à la réglementation en vigueur et, dans le cas contraire, faire un rapport à ce sujet.
- b) Évaluer et rendre compte de la cohérence des autres informations incluses dans le rapport de gestion consolidé et des états financiers consolidés, sur la base des informations du Groupe obtenue dans le cadre de l'audit, mais aussi évaluer et rendre compte de la conformité du contenu et de la présentation de cette partie du rapport de gestion consolidé à la réglementation en vigueur. Nous sommes tenus de signaler, sur la base du travail que nous avons effectué, la présence d'anomalies importantes.

Sur la base des travaux effectués, tels que décrits ci-dessus, nous avons vérifié que les informations mentionnées dans le paragraphe a) ci-dessus sont transmises conformément à la réglementation en vigueur et que les autres informations contenues dans le rapport consolidé des administrateurs sont cohérentes avec les données des états financiers consolidés de 2020 et que leur contenu et leur présentation sont conformes à la réglementation en vigueur.

Responsabilité des administrateurs de la Banque et du Comité d'audit relative aux états financiers consolidés

Les administrateurs de la Banque sont responsables : de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés ci-joints qui doivent donner une image fidèle de la situation nette consolidée, de la situation financière consolidée et des résultats consolidés du Groupe, conformément aux normes IFRS

de l'UE et aux autres dispositions en matière d'information financière applicables au Groupe en Espagne ; ainsi que des contrôles internes considérés comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, il incombe aux administrateurs de la Banque d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre l'exploitation, de communiquer, le cas échéant, les problématiques relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si les administrateurs de la Banque ont l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à eux.

Il incombe au Comité d'audit de la Banque de surveiller le processus d'élaboration et de présentation des états financiers consolidés du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur en matière de contrôle des états financiers

Nos objectifs consistent à s'assurer, dans la mesure du raisonnable, que la globalité des états financiers est exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes en vigueur en Espagne permettra toujours de détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant en les consultant.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes en vigueur en Espagne, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques de présence d'anomalies significatives au sein des états financiers, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; nous concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement des contrôles internes.
- Nous développons une compréhension des contrôles interne adaptée dans le cadre de l'audit afin de concevoir des procédures de contrôle appropriées, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des activités de la société.
- Nous apprécions la pertinence des méthodes comptables choisies et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les administrateurs de la Banque, de même que les informations y afférentes fournies par ceux-ci.
- Nous émettons une conclusion quant à la justesse de l'application du principe comptable de continuité d'exploitation par les administrateurs de la Banque et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou des situations susceptibles de créer un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre ses activités. Si notre conclusion vient à soulever l'existence d'une telle incertitude, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers relatives à cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion divergente. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de rédaction de notre rapport. Des événements ou des situations à venir pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser ses activités.
- Nous évaluons la présentation globale, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations mentionnées dans les notes, et apprécions la fidélité de la représentation de l'exploitation fournie par les états financiers.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et pertinents en matière d'informations financières des entités et des activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion finale.

Nous communiquons au Comité d'audit de la Banque, entre autres éléments, la portée et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos principales constatations, notamment toute défaillance importante des activités de contrôle interne relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également au Comité d'audit de la Banque une déclaration précisant que notre conformité aux règles de déontologie applicables en matière d'indépendance, et leur communiquons tous les facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance, ainsi que les mesures préventives appliquées, le cas échéant.

Parmi les sujets communiqués au Comité d'audit de la Banque, nous déterminons les plus importants pour l'audit des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2020 : il s'agit des sujets clés de l'audit.

Nous décrivons ces sujets dans notre rapport, sous réserve que les législations et les réglementations en vigueur permettent leur publication.

Rapport relatif aux autres exigences légales et réglementaires

Format électronique unique européen (ESEF)

Nous avons examiné les fichiers numériques au format électronique unique européen (ESEF) de Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A. et de ses filiales pour l'exercice 2020, qui comprennent le fichier XHTML contenant les comptes annuels consolidés de l'exercice et les fichiers XBRL avec les balises appliquées par la Banque, qui feront partie du rapport financier annuel.

Les administrateurs de Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A. sont chargés de présenter le rapport annuel de l'exercice 2020 conformément aux exigences de format et de marquage énoncées dans le règlement délégué UE 2019/815 de la Commission européenne du 17 décembre 2018 (ci-après « règlement ESEF »).

Notre responsabilité couvre l'examen des fichiers numériques préparés par les administrateurs de la Banque, conformément à la réglementation relative à l'audit des comptes en vigueur en Espagne. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons nos procédures d'audit afin d'obtenir l'assurance raisonnable que le contenu des états financiers consolidés inclus dans les fichiers numériques correspond dans son intégralité à celui des états financiers consolidés que nous avons audités, et que les formats et balises des états financiers consolidés et des fichiers numériques susmentionnés ont été réalisés conformément aux exigences des normes ESEF.

Selon nous, les fichiers numériques examinés correspondent dans leur intégralité aux comptes annuels consolidés audités, et ceux-ci sont présentés et ont été balisés, en tous points, conformément aux exigences du règlement ESEF.

Rapport complémentaire destiné au Comité d'audit de la Banque

L'avis exprimé dans le présent rapport est conforme à celui figurant dans notre rapport complémentaire destiné au Comité d'audit de la Banque et daté du 5 février 2021.

Durée du contrat

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 13 mars 2020 nous a nommés en tant que commissaires aux comptes pour une période de trois ans, à compter de l'exercice financier commençant le 1er janvier 2017.

Auparavant, nous avons été nommés par résolution de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires pour une période de trois ans et avons effectué notre travail d'audit sans interruption depuis l'exercice clos le 31 décembre 2017.

KPMG Auditores, S.L.

Inscrite au registre espagnol des commissaires aux comptes (ROAC) sous le n°S0702

Luis Martín Riaño

Enregistré au R.O.A.C. sous le n° 18.537,

le 10 février 2021

KPMG Auditores S.L., société à responsabilité limitée espagnole et cabinet membre de l'organisation mondiale de cabinets membres indépendants de KPMG affiliés à KPMG International Limited, société anglaise à responsabilité limitée par garantie Tous droits réservés Paseo de la Castellana. 259 C - 20048 Madrid, ESPAGNE

Société inscrite au registre espagnol des auditeurs sous le numéro 50702 et au registre des sociétés de l'Institut espagnol des experts comptables agréés sous le numéro 10 Reg Mer Madrid. T 11 961. F 90, Sec 8, H M -188 007, Inscrit 9 N I F B-78510153

2021 Num.01121/00903

Rapport du commissaire aux comptes soumis à la réglementation espagnole ou internationale en matière d'audit

VIII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public dans les locaux de notre établissement principal en France au 29, avenue de l'Opéra – 75001 PARIS.